

Ce que chuchote Alain BADIOU

Une évolution de l'extrême gauche contemporaine

Raphaël Lellouche

Philosophe, collaborateur

du Hayek Institute. Dernier ouvrage

paru *Difficile Levinas. Peut-on ne*

pas être lévinassien ? (L'Éclat,

2006)

Avec son dernier livre, « *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* » publié dans la série des *Circonstances*, Badiou a atteint de gros scores de vente. Usant d'une rhétorique bestialisant ses adversaires comme « rats » et « chiens », il a enfin rencontré « l'humeur » de son public¹.

Déshumanisation dont Badiou ne peut ignorer le potentiel criminogène. Singulière osmose de cet archéo-marxiste avec une jeune extrême gauche unie par la seule hystérie anti-Sarkozy. Surprenante à première vue seulement, car Badiou n'est évidemment pas un philosophe nouveau ni jeune. Stalinien endurci, thuriféraire de toutes les tyrannies communistes du siècle écoulé (Staline, Mao, Pol Pot, etc.), abonné depuis des décennies aux groupuscules les plus sectaires et dogmatiques, admirateur des khmers rouges, ennemi déclaré du régime de la démocratie politique occidentale qu'il flétrit comme « rance », le succès sur le tard de ce théoricien de l'ancienne extrême-gauche témoigne certainement de l'émergence d'une nouvelle sensibilité dont il voudrait se faire le porte-parole philosophique. En réalité, pour saisir l'un des ressorts de cette idéologie et la nature de son succès, il faut revenir au précédent numéro de la série *Circonstances*, 3, *portées du mot « Juif »* (éditions Lignes). Le présent article se penche sur la « philosophie du judaïsme » qu'articule *Circonstances* 3. Présenté

ici et là comme « le plus grand philosophe français contemporain », pompeuse description dans laquelle il se complait lui-même, Alain Badiou semble destiné à exercer, dans son nouveau style de pamphlétaire de la rage populiste de gauche, une influence qui risque d'être aussi regrettable que celle d'un Noam Chomsky. Avec quelques autres encore – on pense au cinéaste Michael Moore² –, il enfle, à l'échelle internationale, quelque chose qui ressemble à ce que Peter Sloterdijk a nommé « *le chuchotement fasciste de gauche qui renaît aux marges du monde académique* ». ³

Circonstances 3, portées du mot « Juif », ce petit livre a provoqué le scandale dans une étroite frange du monde intellectuel, mais n'a, pour l'essentiel, déclenché aucune colère dans l'espace public plus large, on peut même dire qu'il est passé presque inaperçu. Sa réception se résuma d'abord à un échange polémique dans le journal *Le Monde*, qu'ouvre un bon article de Roger-Pol Droit critiquant « l'universalisme abstrait par soustraction » de Badiou et la violence de son abstraction réelle, cherchant à faire le vide des identités, dans *Le Monde des Livres* (25-11-05). R-P. Droit a surtout bien saisi le « paradoxe renversant » qui niche au cœur de la position de Badiou concernant l'identité juive : « *Le seul vrai juif est celui qui se nie* ». Suivit une seconde excellente critique, par le logicien Frédéric Nef (23-12-05), qui met bien en évidence les quelques sophismes qui tissent le raisonnement de Badiou, lucidement qualifié de pernicieux, pervers, perfide, et néanmoins médiocre par Nef qui souligne l'alliage subtil, chez Badiou, d'un antisémitisme chrétien (son interprétation de saint Paul), de l'antisémitisme universaliste laïque, et des décoctions de l'antisémitisme arabomusulman qui déteint sur ce pro-palestinien de la rue d'Ulm. Dans l'après-coup de cet échange, sont parus deux articles publiés par moi-même⁴ et le petit livre brillant d'Éric Marty, *Querelle avec Alain Badiou, philosophe*, 2007.

Le « prédicat juif »

Dans *Le Monde* toujours, c'est le néotrotskiste Daniel Bensaïd (*Le Monde des Livres*, 27-01-06) qui vient à la rescousse répondre aux protestations que les précédents compte-rendus avaient élevées au sujet du sort que Badiou fait subir à l'« être-juif », ne lui trouvant plus d'autre justification que de se nier lui-même. Il le fait d'une manière très inquiétante, et bien représentative de l'absence de résistance intellectuelle qu'offre l'extrême gauche contemporaine aux suggestions et aux expressions nouvelles de l'antisémitisme : Bensaïd commence par brocarder le « style place Beauvau » qu'il impute à l'article pourtant strictement philosophique de Nef, et finit en le dénonçant ouvertement comme une « infamie policière ». Le philosophe néotrotskiste n'a guère supporté que Nef dise de la brochure de Badiou qu'elle était « préméditée et impunie »

– suggérant par ces mots qu’il s’agissait là, pour ainsi dire, d’une sorte de *crime* (intellectuel) –. L’inquiétant est qu’en cherchant à disqualifier Nef, pour son allusion au crime intellectuel, par son supposé « style place Beauvau », Bensaïd trahit une conception conspirationniste et policière des débats intellectuels, sur laquelle renchérit Badiou deux ans après, cette fois dans une tribune au journal *Libération* (14-01-08) à propos de la réception de *Circonstances 4*, intitulée, en troisième personne, « *Badiou répond aux tontons flingueurs* ». De même qu’il insulte ses adversaires politiques en les traitant de « rats » de « chiens », il stigmatise ici ses contradicteurs en les accusant d’avoir été « commandités » – c’est son terme – par on ne sait quelles puissances cachées qui lui voudraient du tort. Il écrit : « *Pourtant, un jour, on vous envoie des porte-flingues. Parce qu’on sait que vous êtes devenu le philosophe français vivant le plus traduit et le plus demandé, et de loin ? Parce que s’annonce le déclin des imposteurs qui depuis vingt ans représentent dans les médias la « philosophie » ? Parce qu’un de vos petits livres d’intervention, De quoi Sarkozy est-il le nom, consonne avec l’humeur belliqueuse d’une fraction du « grand public » ? L’avenir de l’histoire fera le tri des raisons. Comme les commanditaires de l’assaut ne se montrent guère, les porte-flingues ne sont pas de première force. Ils voudraient bien tirer pour tuer, cependant. Mais qu’est-ce qui tue quelqu’un, de nos jours, dans la guerre intellectuelle ? Parbleu ! L’accusation d’antisémitisme ! Voilà la bonne idée !* » (je souligne) ⁵ Badiou veut donc faire croire que l’accusation d’antisémitisme est nouvelle, qu’elle fait suite à son dernier pamphlet *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* et qu’elle est le subterfuge qu’auraient choisi les mystérieux « commanditaires » pour le discréditer après ce brûlot anti-Sarkoziste. En réalité cette accusation est de loin antérieure puisqu’elle a fait suite à *Circonstances, 3 : Portées du mot « juif »*, datant de 2005. D’autre part, l’on rappelle que le choix de l’expression « porte-flingue » n’est pas anodin, puisqu’il y a peu de temps, Alain Finkielkraut a été étiqueté, dans le même journal *Libération*, comme « porte-flingue d’Israël ». Il semble donc y avoir dans ce choix lexical, suivi à quelques mots d’encablure de la dénonciation des « imposteurs qui représentent la philosophie pour les médias », une allusion contrôlée à ceux que Badiou considère comme les « imposteurs » philosophiques, qui seraient quelque part solidaires de « commanditaires ». Comme chacun sait, les sionistes, n’est-ce pas, veulent, selon la formule de Badiou, « tirer pour tuer ». À côté de cette rengaine meurtrière, cela devient une manie, dans certains milieux, de réagir par l’insinuation de complot à quiconque refuse de partager leurs idées, supposant, c’est sûr, que l’adversaire ne peut qu’avoir été stipendié par la police ou pire. De la part de gens qui ne cessent d’avoir à la bouche les mots « autre », « alternative », « autrement », « altérité », martelant qu’aucune nécessité fatale n’empêche qu’un *autre monde soit possible*, cela

montre qu'ils ne sont guère capables d'envisager seulement qu'une *autre pensée que la leur soit possible*, car le désaccord ne leur paraît pouvoir avoir d'autre sens qu'une perfide manoeuvre « commanditée » contre eux. Que Bensaïd se range aux côtés d'un tel penseur à la mentalité de tchékiste en dit long par ailleurs sur l'évolution du trotskisme. Il est urgent de signaler ici un net symptôme de *pensée totalitaire*, qui, à mon souvenir, était absent du trotskisme classique. Une certaine extrême gauche antisioniste vire au *Linksfascismus*.

Bensaïd prend, contre ses critiques, la défense de la thèse de Badiou selon laquelle l'« l'être juif » ne se justifie plus que par sa propre négation. Il a un seul argument de fond, par delà les fioritures de la joute verbale. Selon lui « l'être juif » ne doit pas être pensé comme « l'absoluité d'une essence ontologique inaltérable », mais est relatif « au temps, à l'histoire ». C'est ce seul principe très général de relativité historique anti-essentialiste qu'invoque Bensaïd pour entériner les propositions, elles, très particulières, selon lesquelles, selon lui, d'une part « *le prédicat 'juif' est désormais marqué par l'usage qu'en ont fait les nazis* », et d'autre part que « *sa glorification identitaire apparaît désormais comme le retournement de ce stigmat* » (Bensaïd). Mais il s'en faut de loin, car opposer aux « essences » la relativité de l'Histoire est déjà une simplification qui confond l'*Esprit objectif* au sens de Hegel, effectivement caractérisé par son historicité ontologique, avec les *essences* qui, elles, n'ont en tant que telles rien à voir avec l'Histoire, ne serait-ce que parce qu'elles ne relèvent pas de l'effectivité. Ce raccourci relève d'un historicisme radical, parfaitement contestable. Sa véritable erreur est plus grave, car aucune affirmation générale sur l'historicité radicale des essences n'oblige à accepter *n'importe quel* énoncé particulier concernant telle ou telle détermination concrète des métamorphoses historiques d'une figure de l'esprit objectif, comme par exemple celle de l'être-juif, et c'est une confusion que de laisser libre cours, sous ce mauvais prétexte, aux délires visant cette « essence historique » singulière. Dire : le « prédicat juif » est désormais *marqué par son usage nazi*, malgré son parfum de scandale, est une thèse tout à fait déterminée ; et prétendre ensuite défendre *cette* thèse déterminée par l'appel à un principe d'un tout autre degré de généralité, à savoir la thèse de l'historicité des essences, c'est commettre la faute élémentaire de glisser du général au particulier. Voilà, de la part de Bensaïd, un argument faible puisqu'il qui pêche par sa portée insuffisante. Mais c'est aussi, dans ce cas, donner dans l'un des travers caractéristiques de la pensée postmoderne, l'*idéalisme linguistique*, lequel consiste à dissoudre l'Histoire dans les récits, à identifier le réel au discours, et à réduire les essences, fussent-elles historicisées, à de simples « noms ». Ce n'est pas parce qu'on est peu friand d'essences métaphysiques, qu'on doit pour cela verser dans un nominalisme qui n'admettrait plus d'autre réalité que des « noms » !

Même le plus subtil relativisme historique, s'il se revendique de l'histoire concrète, n'est pas soluble dans l'idéalisme nominaliste. L'enjeu est ici la théorie de la nomination qui va être en question dans toute l'argumentation, plus sophistiquée, d'Alain Badiou.

La défense de Bensaïd écartée, revenons à *Portées du mot « Juif »*. Toute l'intention de Badiou dans cette méchante brochure est tendue par l'obsession de réduire cette « portée ». Un petit livre qui distille une hostilité insidieuse et raffinée, et où contrastent vertigineusement une pensée philosophique élaborée avec une pensée politique sommaire qui n'outrepasse pas les simplifications d'un tract. L'argumentation est pourtant retorse et remonte plus haut. Essayons d'entrer dans son raisonnement en lui appliquant un principe de « charité » ou de loyauté dans la lecture, faisons l'essai de le lire de façon compréhensive, sans préjugés, et en lui donnant, pour voir, toutes ses chances de convaincre, tout en restant attentif à ses incohérences et en testant sa solidité à chaque étape.

« Portées », qui est au pluriel dans le titre de *Circonstances 3*, s'entend en effet en plusieurs sens : le nombre de petits que met bas une femelle, la distance que peut atteindre un canon, ou encore les lignes sur lesquelles on inscrit les notes de musique. Venant d'Alain Badiou, qui flirte avec le vocable logico-mathématique, il faut l'entendre dans son sens anglais de *scope*. Un opérateur logique possède une portée définie, celle de l'écriture entre parenthèse sur laquelle porte son opération. Ainsi parle-t-on de la portée d'un quantificateur, le symbole logique « tous », « quelques », « il existe », qui détermine l'extension du prédicat qui, dans cette formule, est lié par le quantificateur. Le quantificateur *pour tout* dans l'énoncé : « Pour tout x , $P(x)$ » signifie que la fonction prédicative P est satisfaite pour toute valeur de la variable x qui est ainsi liée universellement. Interroger la portée du mot *juif* signifie, par conséquent, pour Badiou que ce mot soulève d'abord un problème d'extension, c'est-à-dire de quantification logique. On reconnaît ici la vieille énigme, taraudante pour Badiou depuis son *Saint Paul et la fondation de l'universalisme*, de l'universalisme ou du particularisme de l'identité juive et du judaïsme. Quelle est donc l'extension du mot « juif » ? Le Juif existe-t-il seulement ? Exister, selon Quine, c'est être la valeur d'une variable liée. Et quelle est la portée du quantificateur qui lie cette variable ? Le nom juif a-t-il une « portée » existentielle ou universelle ? C'est un tic d'une certaine école (Lacan-laquantification) que de tout passer à la moulinette de la *formalisation logique* ou d'emprunter les apparences extérieures de son langage.

Badiou est par ailleurs préoccupé par ce qu'il appelle les « prédicats identitaires » qui s'accrochent à un humain pour *définir son être* (être noir, être basque, être homosexuel, être français, etc.) et pour susciter sa fierté ou sa polarisation victimaire (ou un mélange des deux). Le principe radical de l'universa-

lisme abstrait de Badiou est qu'il veut en faire table rase. Soyons seulement tous, nous dit-il, des « sujets » capables de la vérité, un point c'est tout, et tout le reste n'est que « peste identitaire ». Il faut abolir les prédicats particularistes qui isolent des groupes humains partiels (*quelques*) et les déchirent dans le conflit identitaire et la guerre, réduire intégralement leur « portée », au profit de la seule quantification des prédicats universels qui nous concernent *tous* (le vrai, la rencontre, la science, l'art, la révolution). Or, comme je viens de le dire, le « nom juif » (ou le prédicat « juif ») pose à cet égard un épineux problème au formalisme de Badiou. Il est à la fois *particulier* (si tout homme est mortel, si tout homme aime, si tout homme est capable du vrai, si tout homme naît avec des droits fondamentaux... par contre tout homme n'est pas juif !) ; et cependant, d'une certaine manière, il est aussi *universel*, ce pourquoi, sans doute, il a toujours excité la haine *parce qu'inassignable* à une identité « locale ». Bref, les Juifs sont une identité *et* ils ne sont pas une identité, car ils sont de « partout », ils sont porteurs de la religion d'un Dieu unique, lequel, même s'il a conclu une alliance particulière avec son peuple, est cependant le Père de *tous les hommes*. Alors universel ou particulier ? Il y a ici de quoi affoler la logique. Pire encore, une lecture unilatérale de la quantification juive peut se poser la question : les Juifs n'auraient-ils pas *trahi* leur vocation universaliste – vocation accomplie par l'apôtre Paul – en faisant « retour » au particularisme d'une soi-disant « identité juive » ? La question angoissante serait alors : la *fidélité à eux-mêmes* des inventeurs de l'universalité ne feraient-elle pas vaciller leur propre invention ? Ne serait-elle pas une fidélité infidèle, une fidélité intrinsèquement paradoxale ?

De fait, *Circonstances 3* montre que Badiou s'est emmêlé les pieds dans sa quantification du mot « juif », et qu'il a finalement accouché d'un petit livre monstrueux qui risque de faire lui-même des petits peu engageants : *portée...* On se demandera si le vrai problème de Badiou n'était pas tant de s'interroger sur la portée du mot « juif », que d'essayer plutôt de voir si les Juifs n'étaient pas, comme on dirait d'un revolver philosophique, à *portée de ses mots*. « Porteflingue » ! Comme les métaphores de Badiou sont homogènes et réversibles... A mes yeux, en tout cas, c'est ici qu'il achoppe comme philosophe.

Avant d'entrer dans la gravité de *Circonstances 3*, il sera nécessaire de remonter à d'autres ouvrages qui éclairent la trajectoire de Badiou. Dans la liste de ses œuvres, *Circonstances 3* est classé dans la catégorie de ses « essais politiques », ce qu'il appelle ses livres d'intervention. Or, comprendre la signification d'une telle intervention politique exige de remonter à deux essais, non pas directement politiques, mais plus précisément philosophiques, précédemment publiés par Badiou. C'est d'abord un premier ouvrage, *L'éthique, essai sur la conscience du mal*, publié en 1993, et c'est, ensuite, le livre qui s'intitule *Saint Paul et la fondation*

de *l'universalisme*⁶, publié en 1997 au Collège International de Philosophie (PUF). Ils montrent dans quel contexte de pensée a pu germer et surgir le livret scélérat – comme dit Éric Marty –, ainsi que la continuité et la constance de sa réflexion sur la « question juive » depuis plus de dix ans.

Badiou contre « l'idéologie éthique »

En 1993, Badiou identifiait « le principal adversaire de la pensée » dans ce qu'il nommait *l'idéologie éthique*, c'est-à-dire le moralisme, qui, pour lui, est une doctrine de la « conscience du mal » partant de deux axiomes, à savoir d'une part qu'il existe un *mal radical*, et d'autre part que ce mal est « évident ». La racine de l'idéologie éthique c'est ce que Badiou prétend être l'illusion de l'évidence du mal comme d'un phénomène immédiat, et cette conception du mal est renvoyée à son origine religieuse. Il faut noter que, s'attaquant à « l'idéologie éthique », Badiou, dans *L'éthique, essai sur la conscience du mal*, s'attaque simultanément à tout un ensemble de théories et d'attitudes politiques : à la doctrine des droits de l'homme, à ce qu'il appelle « la vision victimaire de l'homme », à l'idée d'ingérence humanitaire, il s'attaque également à la démocratie, et surtout au relativisme culturaliste et à l'éthique des différences – le différencialisme – et de la tolérance, c'est-à-dire à la philosophie de la « reconnaissance des identités ». Dans ce combat philosophique d'Alain Badiou contre les droits de l'homme, contre la démocratie et contre la tolérance, seraient renvoyés toute une classe d'auteurs désormais retranchés de *la nouvelle pensée de gauche* que tente de définir Badiou : des intellectuels et philosophes tels Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Alain Finkielkraut, etc., tous juifs « droit-de-l'hommistes » qui partagent en premier lieu la considération de l'importance du « devoir de mémoire » de la Shoah et la critique du totalitarisme... Voilà la ligne de front qui campe le penseur et son projet.

Pour Badiou, l'idéologie selon laquelle le mal est d'une part *évident*, et d'autre part qu'il est *radical* doit être inversée, et il va consacrer son ouvrage à la thèse selon laquelle au contraire le mal n'est pas premier, n'est pas évident, mais qu'il n'est, comme il dit, qu'un « effet dérégulé du bien ». Il faut reconnaître que Badiou s'accorde, ce faisant, avec une longue et majoritaire tradition philosophique, qui est seulement interrompue par la lignée insistante de Job, saint Augustin, Kant et Levinas. L'ontologie traditionnelle, en effet, refuse au mal le statut de réalité positive, et le considère, sinon comme une apparence, seulement comme un « défaut de bien »⁷. Définir le mal non comme principe, mais comme effet, puis effet *dérégulé* du bien, c'est affirmer que d'abord surgit le bien, lequel Badiou, conformément à l'identité transcendantale du *bonum* et du *verum*, appelle « processus de vérité ». De plus, la vérité n'est pas adé-

quation de l'intellect avec la chose, c'est un « processus ». Ce qui ne peut rien signifier d'autre qu'il attribue la marque du devenir à l'épistémologie de la vérité, même si ce devenir est fondamentalement discontinuité. Doublement fidèle à la lecture althusserienne de l'épistémologie bachelardienne de la « rupture épistémologique » et à l'interprétation heideggerienne de l'*aletheia* comme *Ereignis* (événement de l'histoire de l'être), il ontologise le concept de vérité en l'élevant au statut d'événement d'une « rupture » dans l'immanence. Notons cependant ici l'une de ses incohérences majeures, car cela ne l'empêche nullement de déclarer ailleurs contradictoirement que la vérité ne peut rien avoir d'historique⁸. C'est l'ambiguïté de son « processus » de vérité, compris comme une rupture immanente (mais non pas issue d'une transcendance !), qui désorganise l'animal humain et le mesure à *autre chose* qu'à lui-même. Car, s'il est bien légitime de parler du *travail* de la vérité, et de la *recherche* de la vérité comme d'un « processus », ce n'est qu'au sens où ce travail et cette recherche œuvrent et cheminent dans l'histoire. Mais on ne peut affirmer dans l'expression « processus de vérité » l'identité immanente du travail du vrai avec le devenir historique, et simultanément dire que la vérité « ne relève pas de l'histoire », ce qui revient à juxtaposer sans dialectique l'affirmation et la négation d'une thèse hégélienne. Donc, selon Badiou, il y a d'abord la priorité transcendantale de l'événement-processus du bien-vrai. Ensuite seulement vient le mal qui, quant à lui, n'est qu'une conséquence possible, et qui n'est qu'un parasite ontologique du processus de vérité. Et ce que Badiou appellera *l'éthique* c'est la manière dont un sujet, à partir du moment où il a été bouleversé par « un événement », restera *fidèle* à cet événement qui l'aura ainsi subjectivement constitué. Cet événement ou ce processus de vérité peut être de toutes sortes de nature, cela peut être une rencontre amoureuse, une révélation religieuse, une conviction politique, la découverte d'une œuvre d'art ou d'une idée créatrice, ça peut être également la passion pour une vérité philosophique ou une vérité mathématique. Peu importe à cet égard le contenu de l'événement, l'important c'est qu'il y ait eu, *formellement*, l'effet de rupture d'un événement et que cet événement ait été « constitutif », ait été l'ébranlement à partir duquel un processus de subjectivation s'est mis en route. *Éthique* au sens qu'il lui donne, sera le comportement qui consistera essentiellement à être « fidèle à cet événement ». Aussi Badiou va donc essayer de reconstruire l'éthique, non pas à partir de la conscience du mal, mais à partir de la mise en acte de cette « fidélité » à l'événement fondateur du sujet. C'est l'idée de fidélité qui est directrice dans cette éthique⁹. À cet égard, elle est en réalité plutôt une *éthique de la conviction*, dont le prétendu rapport avec le « bien » (auquel est attribuée la priorité sur le mal) est contestable. Car si la fidélité reste en effet, pour lui, seule à assurer *subjectivement* la

persévérance de l'événement ontologique de vérité, elle constitue alors, à mon sens, une sorte d'envers de l'illusion dénoncée de l'évidence du mal, puisque c'est à cette dernière conscience uniquement que Badiou réserve sa *critique des illusions de la conscience*, comme conscience cartésienne prise dans l'illusion de l'immédiateté de l'accès au phénomène, lui opposant l'objectivité du processus événementiel du vrai. Au fond, cette opposition est factice puisque l'« événement » auquel il réserve le privilège de l'effectivité et de l'immanence (sans illusion), n'existe plus à son tour, aussi bien, *que dans la subjectivité* – en principe pas moins défaillante – qui est celle de la simple fidélité. On troque ici une ombre subjective pour une autre, la fidélité subjective à la conscience subjective du mal. Gagne-t-on au change ? Je ne crois pas, car le formalisme d'une fidélité sans loi et dégagee de tout contenu matériel, la laisse ouverte à l'arbitraire de ses contenus et à l'irresponsabilité de ses conséquences. C'est-à-dire au fanatisme. Enfin, il n'est nullement sûr qu'avec l'éthique de la fidélité, il s'agisse réellement d'une « éthique du bien ».

Fort de cette conception de l'éthique qui se révèle fragile, Badiou s'en prend à toute conception de l'éthique qui part d'une réaction, d'une résistance au mal, mal dont évidemment la Shoah est le paradigme (Levinas) dans la modernité, dans la mesure où c'est la Shoah qui a fait apparaître de façon *évidente*, de façon flagrante la radicalité du mal, l'extermination des juifs étant exemplaire du « mal radical ». On peut donc soupçonner que la tentative de Badiou vient toute entière d'une sorte de défense contre le vacillement que provoque, pour toute pensée, ce gigantesque événement négatif. Il lui faut démanteler la source du vacillement, attaquer l'objet d'un affect politique indésirable. Pour lui, l'« exemplarité » de la Shoah est paradoxale dans la mesure où d'un côté elle est un exemple dont il faudrait empêcher la répétition, mais qu'en même temps, d'un autre côté, elle n'est pas répétable, puisqu'elle est précisément l'incommensurable du mal. Qu'est-ce en effet qu'un exemple irrépétable dont il faudrait néanmoins combattre la répétition possible ?¹⁰ C'est ainsi que Badiou évacue maintenant l'objet négatif de la « conscience du mal » dont il a auparavant récusé l'ineffectivité illusoire de la connaissance comme simple certitude subjective de la conscience. Or un tel traitement aporétique de l'exemplarité de la Shoah est ici encore contestable. Badiou, tout comme d'autres intellectuels européens, tels l'historien révisionniste allemand Ernst Nolte, cherche par là, y compris *sous dénégation*, à désamorcer la virulence de cet immense événement négatif, à y étouffer la source d'effets politiques. Nolte, lors la querelle des historiens allemands (*Historikerstreit*) des années 1980, voulait « expulser l'écriture des vainqueurs » de la guerre, et « reconcevoir » la Shoah afin d'écarter la menace que la virulence négative de la plainte juive faisait peser sur la recherche historique¹¹. La technique de Badiou

consiste plutôt à transformer « l'exemplarité négative » de la Shoah en une aporie dans laquelle l'authentique *travail du vrai* qu'est l'exigence du devoir de mémoire se dissoudrait : si la Shoah est incommensurable, elle ne se répétera pas ; si elle risque de se répéter, c'est qu'elle n'est pas le mal radical. Donc ou bien la Shoah relève d'une transcendance religieuse qui n'a aucune pertinence politico-historique, ou bien elle est ramenée au statut de fait historique auquel cas il importe d'y apporter une intelligibilité rationnelle, c'est-à-dire, pour Badiou, purement politique. Mais c'est là rien moins que désarticuler la problématique même de l'exemplarité qui repose précisément sur la tension, la « distance » de l'exemple et de sa répétition. Lorsque Kant développait cette problématique, dans le cas du génie, il soutenait précisément que seul peut être proprement exemplaire *l'original*, c'est-à-dire ce qui n'est pas imitable selon des règles¹². Évidemment, l'originalité du génie selon Kant est positive, alors que celle de la Shoah est négative. Mais seule l'originalité négative de la catastrophe peut engendrer une prescription de mémoire qui puisse fonder un exemplarisme supérieur à une simple « règle » de non-imitation. En ce sens, sa signification transcende effectivement la simple politique.

Après sa critique interne comme illusion de conscience, l'argument hâtif de Badiou visant à désarticuler l'exemplarisme de la Shoah est le motif pour lequel il prétend qu'il faut abandonner l'éthique du mal radical, à la fois parce que d'origine religieuse et parce qu'incohérente. L'incohérence de l'absolutisation religieuse du mal devant être remplacée selon lui par une autre éthique qui serait une *éthique du bien*. C'est le second volet de son attaque contre l'idéologie éthique et la « conscience du mal ». On ne critique plus ici l'appel à l'évidence en tant qu'illusion de la « conscience immédiate » (cartésianisme), mais cette fois le caractère *négatif* de l'objet de l'évidence morale : le mal et non le bien. L'illusion de la conscience ne viserait d'objet que négatif, c'est-à-dire dénué de réalité ontologique. Badiou évidemment ne nie pas que l'extermination nazie des Juifs ait été un « crime atroce » (un « mal extrême ») selon ses propres termes, « une horreur telle, écrit-il, qu'on ne peut pas, sans une dégoûtante sophistication, douter qu'il s'agisse d'un mal que rien ne permet de classer au chapitre des nécessités transitoires de l'Histoire ». Énoncé caractéristique des contradictions dont est tissé son propos, puisque n'est-ce pas la définition même de *l'évidence* que « ce dont on ne peut pas douter » ? Et Badiou ne voit-il pas qu'il nie explicitement ce qu'il vient à peine de dire en récusant *l'évidence du mal* ? Cela affaiblit son attaque contre cette idée au prétexte qu'elle serait d'origine religieuse. D'origine religieuse ? On est tenté de dire : et alors ? Ne défend-t-il pas lui-même un « universalisme » dont il prétend avoir isolé chez saint Paul la fondation ? N'est-ce pas là aussi une « origine religieuse » ?

D'autre part, on voit que Badiou ne distingue pas la notion de « mal radical » de la causalité diabolique, c'est-à-dire du principe dualiste d'un Mal indépendant. Même si on ne peut pas relativiser la Shoah, en faire un simple chapitre de l'histoire universelle relevé et dépassé dans une théodicée historique, ni la ranger sous un concept, il faut absolument, insiste Badiou, la dédramatiser – c'est-à-dire la soustraire à une causalité diabolique d'essence religieuse – et pour cela être capable de *penser rationnellement* la singularité du nazisme. Or selon lui penser cette singularité en maintenant son intelligibilité sur le plan de l'immanence, implique de la penser *comme politique*.

D'où vient le mal ? Réponse dans une lecture « politique » du nazisme

Hitler a pris le pouvoir au nom d'une politique dont « juif » était une catégorie centrale, et qui a conduit à l'extermination. Façon de dire que l'antisémitisme était constitutif de l'idéologie et de la pratique politiques nazie. 'Juif' est donc pour Badiou avant tout un *schème politique* qui a été à l'origine d'une politique criminelle, mais qui n'en reste pas moins, tout criminelle qu'elle soit, une politique. Bref, 'juif' est réduit par Badiou à un concept politique nazi... On peut alors tenter de comprendre et de réduire par la compréhension de la singularité du nazisme ce qui s'est passé autour de l'enjeu du mot juif en tant que schème politique nazi. De là à penser que toute politique dont « juif » est une catégorie soit héritière du nazisme, il n'y a qu'un pas que Badiou n'hésite pas à franchir. C'est de cette équivoque que s'autorise Bensaïd, on l'a vu, pour affirmer que « *le prédicat 'juif' est désormais marqué par l'usage qu'en ont fait les nazis* ». Mais c'est une faute élémentaire. Le paralogisme que commet ici Badiou, c'est que partant de ce que le nazisme est une politique dont « juif » est une catégorie, il fait de l'acte de nomination « juif » un acte fondamentalement nazi, et en conclura que toute politique, et même toute pensée, dont « juif » est une catégorie ou qui se fonde sur l'acte nominal créant l'identité juive, par exemple le sionisme, ou même tout simplement le judaïsme lui-même, est un nazisme ! Voilà à partir de quel type de sophisme, commis par Badiou, comme l'a relevé Frédéric Nef³, on en arrive à poser l'équation sionisme = nazisme, mais qui, à ce compte, permettrait aussi bien d'ailleurs de poser l'équation absurde et scandaleuse judaïsme = nazisme !

Mais comment Badiou peut-il en arriver à une telle ineptie ? Reprenons le raisonnement plus haut, pour montrer qu'elle vient de la fragilité de sa théorie de la nomination. Pour Badiou, c'est précisément la fonction du schème politique « juif » dans le nazisme qui permet de définir la politique nazie comme *simulacre* de politique. « Simulacre » signifie ici, conformément à son usage platonicien dans le *Sophiste*, l'apparence *du vrai*. Pour Badiou, le vrai est toujours poli-

tique. Mais pourquoi le choix s'est-il porté sur les Juifs ? Ici Badiou fait une intéressante remarque qui introduit sa première application de la théorie de la nomination dans sa fonction subjectivante¹⁴. Il s'agissait pour les nazis, comme il dit, de « nommer un extérieur », un ennemi extérieur dont la négation permettrait par contraste de définir le prédicat identitaire de l'être-allemand, et proclamer ainsi la pureté de la « communauté allemande », autrement dit une subjectivité historique, et rendre ainsi possible sa victoire subjective. Autrement dit, il y a au fondement du nazisme un « acte nominal » constitutif, et c'est lui qui *l'apparente* par son effet subjectivant, à ce qui est au fondement d'une politique de vérité qui repose toujours sur une nomination. La singularité du mal nazi est tributaire de cette *politique*, et donc d'un processus se réclamant normalement du bien, c'est-à-dire se réclamant d'une vérité. Certes, Badiou explique bien que la politique nazie n'est pas un processus de vérité, mais – et c'est ce qui permet de la saisir rationnellement – elle *se présentait comme si elle l'était* et elle a pu, à ce titre, « saisir » la situation allemande. Elle est simulacre parce que perversion de la fonction de nomination. C'est par là que le mal existe. Non pas comme mal radical, mais, on l'aura compris, comme une simple *apparence du bien*. Le nazisme a été un pseudo-événement, origine d'un simulacre de fidélité.

La théorie de l'événement et sa perversion

Avant d'opérer la « réduction » de la causalité supposée diabolique du nazisme par sa reconduction à l'économie du simulacre, avec les effets de manipulation du nom « juif » qu'il a impliqué, suivons Badiou lorsqu'il cherche à formaliser une sorte de modèle général de la « rupture d'immanence » en quoi consiste son concept de l'événement. L'éthique de la fidélité (ne pas céder sur son désir), permet de parer au mal que toute vérité rend possible : sa *perversion* possible. Il faut rapporter cette possibilité à la structure ontologique des processus de vérité, qui s'articule en trois moments : l'événement, la fidélité, la vérité. Situer l'événement, c'est d'abord « identifier le vide de la situation antérieure », le vide situé, autour de quoi s'organise une « situation ». Sur l'analyse de ces trois moments, Badiou se montre disciple de Lacan et Althusser (la lecture symptomale, l'éthique du désir, l'idée de rupture épistémologique). Voici les trois moments :

a) D'abord ce qu'il appelle « nommer le vide ». L'événement nomme le vide d'une situation comme son *insu*, comme son *impensé*, c'est-à-dire comme la vérité qui avait besoin d'être dissimulée pour que cette situation persiste. Ainsi, il s'agit par l'effet révolutionnaire de la nomination, de produire un « concept » inouï dans la situation. Lorsque Marx, par exemple, nomme le prolétariat, il fait apparaître quelque chose qui était impensé dans la situation qui précédait

la vérité qu'il fait apparaître. Le prolétariat, ce rien qui veut devenir tout, est l'impensé porteur d'une nouvelle figure de l'universel, puisqu'il est la « classe universelle ». Et le processus de vérité qu'il met à jour sera la référence vis-à-vis de laquelle le militantisme marxiste sera subséquentement une « fidélité ».

b) Ensuite, il y a la *persévérance* de quelqu'un dans une fidélité (« Ne cède pas sur ton désir » Lacan).

c) Enfin, l'effet de la vérité, c'est qu'elle « trouve » les savoirs institués (cf. Lacan, *Savoir et vérité* dans les *Écrits*), et finit par donner naissance à une nouvelle configuration épistémique. C'est la force de rupture qui remanie les encyclopédies où puisent les opinions sociales. Ainsi la vérité dans sa force de rupture est-elle constructrice de nouveaux savoirs antérieurement informulables comme tels. On comprend que la fulguration d'une « nomination » de vérité produise une mutation révolutionnaire. C'est la triple articulation du dévoilement d'un impensé, de la persévérance dans son affirmation, et de la reconfiguration du savoir, qui constituent la structure de l'événement du « processus de vérité ». Or, le mal, pour Badiou, est précisément la perversion, « l'effet dérégulé » de cette structure ontologique de l'événement et de la forme de son « processus de vérité ». Mais une telle perversion n'est rendue possible que par la présence du processus de vérité même dont elle dépend et qu'elle parasite. Le mal *appartient* donc, en un sens, à ce processus de vérité. Le nazisme étant une perversion grimaçante d'un processus de vérité en ceci qu'au lieu de « nommer un vide » et de faire apparaître ainsi un impensé, il nomme un plein (la substance allemande : l'absolutisation des particularités ethno-populaires allemandes). Il singe des événements historiques effectifs en se proclamant « révolution national-socialiste » : la révolution, le socialisme. Sous le nom d'emprunt à lieu un simulacre de processus de vérité. On remarque que Badiou reconduit ici l'ancienne analyse marxiste, selon laquelle le fascisme est une pseudo révolution socialiste.

En quoi consiste donc le simulacre de vérité qu'est la politique nazie ? Nommer un plein au lieu de nommer un vide, substitution qui s'opère par la substitution d'un particulier à un universel : « La fidélité à un simulacre, à la différence de la fidélité à un événement, règle sa rupture non sur l'universalité, mais sur la particularité d'un ensemble (communauté pure des Aryens) »¹⁵. La spécificité de la nomination nazie, c'est que par là, par cette metabase, elle est obligée de *faire un vide* autour d'elle, puisqu'elle porte la guerre à l'universel. Badiou précise : « Au *tous* est adressé la mort ou l'esclavage », la guerre et le massacre. Étant la politique d'un particularisme, l'exaltation plénière d'un « prédicat identitaire », c'est de l'universalisme qu'il lui faut faire le vide par la terreur. Or pour les nazis, l'universel n'est pas mieux incarné que par les Juifs ! Pourquoi le

nazisme a-t-il choisi le nom « juif » comme nom de ce qui doit disparaître ? Parce que le nom « juif », dit Badiou, « renvoie sans aucun doute à son lien évident avec l'universalisme, en particulier l'universalisme révolutionnaire déjà connecté à l'universalité des vérités. »¹⁶. Les Juifs, certes, mais en tant qu'apatrides, cosmopolites et universalistes ! Et c'est ici qu'intervient la fonction spécifique de la nomination et du nom « juif » pour la politique nazie. Selon Badiou, la fonction du nom « juif » dans le schème politique nazi, c'est peut-être de *nommer* un vide, mais le vide que la nomination nazie doit *faire* autour d'elle : le massacre des Juifs.

« Désigner l'ennemi » et le chassé-croisé identitaire

Le caractère militant de l'éthique de la fidélité chez Badiou admet, dit-il, que l'on nomme les adversaires du processus de vérité. De même, le nazisme ayant une semblable structure « militante », il désigne son ennemi : l'ennemi juif. Cependant, il y a un chassé-croisé, une inversion et une corruption de l'éthique de la fidélité, qui fait que la procédure de désignation de l'ennemi – Schmitt – inverse les fonctions de vide et de plein. Le nazisme, au lieu de révéler quelque chose de nouveau, nomme en réalité la communauté fermée, substantielle. Éxaltation du sang, du sol, de la race, le nazisme exalte le concret particulier contre l'universel abstrait. Inversement, le Juif comme universel abstrait est également nommé, mais lui en tant qu'ennemi et réduit par la terreur à son être-pour-la-mort. Là se fonde l'exercice de la terreur où l'ennemi n'existe plus que comme animal infra-humain non susceptible de « partager » le processus de vérité. Ayant effectué cette inversion de l'universel vide et de la communauté substantielle pleine, le nazisme n'apparaît plus à Badiou que comme *le prototype d'une politique identitaire*, c'est-à-dire d'un simulacre de politique, qui est pour lui le mal comme désastre et trahison. Voilà sa réduction rationnelle du nazisme, lequel n'est plus, on le voit, qu'un exemple de nationalisme. Sa pointe criminelle spécifiquement antisémite a été limée, et il en conclut sophistiquement de façon généralisante que « toute politique identitaire conduit au désastre »¹⁷.

Ambiguïté sur la fonction du « nom juif » (universalité prophétique ou sartrisme)

La perversion de la nomination juive, pour les nazis, selon Badiou, c'est que cette nomination, substituant le particulier à l'universel, est mortifère au lieu d'être révélatrice. En effet, « juif » n'est autre que le nom sous lequel le vide innommé fait, pour eux, retour : juif, c'est « le nom des noms » désignant ceux dont la disparition créait le vide nécessaire à la promotion de la substance allemande pleine¹⁸. Il faut ici remarquer deux choses. Premièrement, que Badiou suppose

unilatéralement que les juifs n'étaient visés par les nazis *qu'en tant qu'ils incarnaient l'universalisme abstrait*, et non pas dans *cette identité* particulière, et particulièrement haïssable à leurs yeux qu'est le judaïsme. Or c'est là une affirmation contestable. Il faut répondre à ce sujet à Badiou que cette supposition qui est la sienne, justement, n'appartient pas moins également et tout aussi bien au « schème politique » nazi. Or cela ne l'empêche pas de la reprendre à son compte ! Il présuppose donc – ce qui est historiquement faux –, que les nazis tuaient unilatéralement, dans les Juifs, des *révolutionnaires internationalistes*, et non pas des *Juifs du judaïsme*. On reconnaît là un préjugé stalinien classique selon lequel le « fascisme » n'est que réaction de classe, et que toutes ses victimes sont et ne peuvent être que ses ennemis de classe. Une telle présupposition, comme je le remarquais plus haut, se rattache à l'interprétation marxiste, par Badiou, du nazisme, liée à son projet de désamorcer la virulence morale négative de la Shoah et « décontaminer le venin » juif. La théorie « antifasciste » stalinienne est que le nazisme se réduit à être l'ennemi de la révolution communiste. Elle a toujours fait l'impasse sur *la singularité antisémite* du nazisme et de la Shoah, réduite justement à un « simulacre ». Secondariser l'antisémitisme nazi comme *apparence* masquant l'anti-communisme, c'est le symétrique de ce que Badiou dénonce dans le nazisme comme *apparence* de révolution socialiste. Ensuite, il faut remarquer que Badiou fait un usage équivoque du mot « vide », et qu'il prend maintenant ce mot dans une acception concrète, qui n'est pas identique à la première acception. Dans le premier cas, nommer le vide de la situation signifiait faire apparaître ce qui y manquait, c'est-à-dire l'impensé, le refoulé, l'élidé. La nomination avait une fonction révélatrice. Dans la seconde occurrence, « nommer le vide » puis « faire le vide » signifie stigmatiser un « ennemi absolu », au sens de Carl Schmitt, et le faire disparaître. Il y a ici une amphibologie.

Tout se jouera donc, effectivement, dans la *portée* du mot « juif », mais au fil de la substitution, par Badiou, du Juif-universel pour le Juif-du-judaïsme, et de l'usage équivoque qu'il fait de son concept de « vide ». Il y a là deux thèses que Badiou amalgame. Dans la première thèse, que j'appellerai *la thèse A*, on pourrait croire que le nom juif est nommé précisément parce qu'il a substantiellement *un rapport avec l'universalité*, et qu'il s'agit donc d'un judaïsme, disons « prophétique », messianique, qui affirme son universalité en tant que judaïsme. Mettons, par exemple, la thèse néokantienne de Hermann Cohen selon laquelle le judaïsme est la « religion de la raison ». Or, de façon tout à fait caractéristique, ce n'est pas cela que Badiou a en tête ! Pour lui en réalité, il n'est pas question de dire que le judaïsme *est* universel, il s'agit au contraire de dire que le Juif, *ça n'existe pas réellement*. Le Juif est une invention des nazis, un effet de création de

l'acte nominal constitutif du nazisme. Aussi, ne pouvant pas s'en tenir là, il émet une restriction à l'affirmation précédente selon laquelle, aux yeux des nazis, les Juifs incarnaient l'universel. Badiou écrit en effet maintenant tout autre chose : « cependant, pour autant qu'il a servi à organiser une extermination, le nom juif est une création politique nazie qui n'a aucun référent pré-existant. »¹⁹ C'est là une seconde thèse, *la thèse B*. Contrairement à la thèse A dans laquelle le nom juif désignait l'universalité prophétique, la thèse B énonce une antithèse, il s'agit de la thèse ultra-nominaliste selon laquelle le nom juif n'est qu'un « nom » lui-même vide (*flatus vocis*) qui projette une pseudo-réalité. Cet ultra-nominalisme caricature, on le sait, la célèbre thèse sartrienne selon laquelle le juif n'existe que dans le regard de l'antisémite, autrement dit que le juif n'est qu'une *illusion nominale* sans « portée existentielle », indépendamment du fait d'être ainsi nommé par l'autre. Ici, le nom « juif » n'a rien à envier au nom « licorne », c'est une référence vide. Passant subrepticement de la thèse A, selon laquelle le juif incarne l'universel, à la thèse B selon laquelle le nom juif est référentiellement vide, je crois que Badiou énonce ici sa véritable pensée. Ici s'expriment les conséquences de sa lecture de saint Paul. Le nom juif est vide, car n'étant, pour lui, justifié *qu'en tant qu'universel*, il était en tant que tel déjà logiquement annulé par là même *en tant que spécifiquement « juif »*. Bref, dans la version antisémite du christianisme paulinien²⁰ qui hante la cervelle de Badiou, le vide avait *déjà* été fait de l'identité juive par l'universalisme paulinien avant que les nazis ne viennent parachever dans le réel le vide de cette pseudo « référence vide » du nom juif, en tuant des Juifs qui n'existaient pas ! Mais s'il y a pourtant bien un effet meutrier de masse du nazisme, c'est bien que les nazis ne pouvaient pas tuer des « gens » quelconques qu'ils « appelaient » juifs, et que, quelque part, qu'on veuille le reconnaître ou pas, les Juifs tués existaient en tant que tels et selon une identité devant laquelle Badiou s'aveugle ! Il y a une énorme différence entre l'universel *porté* par le judaïsme, et l'universel *induit* par l'inexistence du juif (pour tout *x*, *x* est non-juif). Confondant la thèse A et la thèse B, Badiou conclut que personne ne doit partager *l'usage de ce nom* avec les nazis... Pas même les Juifs eux-mêmes, ceux qui « restent »... et « restent juifs » (Rosenzweig, Leo Strauss).

Portée de « Circonstances, 3 »

Jusqu'ici, cette réflexion tirée du livre *L'éthique, essai sur la conscience du mal*, sur la perversion du processus politique dans le nazisme et l'inversion de la fonction de la nomination du vide dans un processus de vérité par la nomination de l'abstraction de l'universel « juif », bien que contestable notamment à cause du flottement sur l'identité juive qui radicalise le sartrisme en hyper-nomina-

lisme, pouvait encore paraître intéressante tant qu'elle se bornait à prolonger sa critique de l'éthique victimaire contemporaine de Levinas, de Glucksmann et d'autres penseurs du nihilisme et du mal radical.

Par contre dans *Circonstances 3, portée du mot « juif »*, il est manifeste que Badiou dérape ! Gravement. L'éthique formelle de 1993 y devient concrète. La théorie du « nom juif » comme nom de ce qui, pour le fantasme de plénitude raciste nazi, doit disparaître... laisse entièrement place à l'autre aspect de sa théorie : l'hyper-sartrisme, selon lequel le nom « juif » n'a pas de référent, n'a aucune « portée existentielle », et n'est qu'une invention arbitraire forgée par les nazis, dont personne ne doit partager l'usage... Les conséquences théoriques et pratiques en sont désastreuses.

On reconnaissait déjà la vieille théorie de l'anti-fascisme communiste qui refusait de reconnaître la spécificité antisémite du nazisme, le réduisant à la « dictature du grand capital » n'ayant utilisé l'antisémitisme qu'en tant qu'instrument pour tromper le prolétariat sur l'essence réactionnaire de sa politique. Dans l'analyse marxiste, l'exclusivité du schéma de la lutte des classes oblitérait la réalité antisémite et nihiliste du crime de masse nazi. Or chez Badiou, c'est dans un contexte différent (qui est celui de l'antisionisme d'une certaine mode intellectuelle parisienne), que cette occultation qu'il a conservée de sa formation stalinienne va aller plus loin pour rejoindre les thèmes fondamentaux de l'antisémitisme d'Europe de l'Est, du CAPJPO, et des djihadistes arabo-musulmans, *jusqu'à l'inversion et l'équation scélérate juif = nazi*, puisqu'il va maintenant projeter exactement sur l'État d'Israël le modèle d'analyse élaboré à propos de l'État nazi. C'est en cela que Badiou, bien qu'il ne soit pas négationniste, n'est pas sans présenter certains traits de ressemblance inquiétants, par exemple, avec le parcours d'un Garaudy, dérivant du stalinisme à l'universalisme islamiste.

Notons préalablement deux choses concernant *les limites* de l'éthique que Badiou défend dans le champ philosophique actuel :

L'éthique de Badiou est une éthique de la pure conviction. Dans sa structure formelle (fidélité à l'événement), elle risque de se ramener à cette *foi athée*, pure « conviction » abstraite dont on peut craindre qu'elle ne serve n'importe quel fanatisme « engagé, militant » (à la différence de l'éthique du mal radical et de l'éthique de la responsabilité). Étant purement formelle, elle est susceptible de se charger de n'importe quel contenu.

Badiou rejette l'idée que le noyau de l'éthique soit la résistance au mal. Or depuis la découverte de l'horreur de la Shoah, et aussi du Goulag (cf. Glucksmann), la politique anti-totalitaire fait fond sur une *butée* éthique, à partir de laquelle elle se déterminait non plus comme la volonté de *réaliser le bien* sur Terre,

mais en mettant en place des mécanismes, une culture et des pratiques « éthiques » de *résistance au mal*, à savoir prendre les choses sous l'angle de l'abstention du mal, interdit, plutôt que – positivement – dans l'enthousiasme de la réalisation des idéaux. Manifestement, toute une pensée dogmatique de gauche, n'a pas réussi à intégrer cette *éthique minimum* du tournant anti-totalitaire. Badiou, qui récuse l'éthique de la résistance au mal en prétextant que « du mal il n'y a point d'évidence », prétend, quant à lui, revenir à une éthique du Bien – sauf qu'il ne dispose d'aucune critériologie pour le reconnaître, son éthique étant, précisément, « formelle » ! L'éthique du bien aristotélicienne, par exemple, n'était pas formelle. Inversement l'éthique formelle de Kant n'était pas une éthique du bien (mais du devoir). C'est pourquoi l'éthique de Badiou a toutes les prédispositions au fanatisme possible. On ne s'étonne pas que, récusant « l'idéologie éthique » (Levinas, Glucksmann, Habermas, etc.), il plaque là-dessus l'interprétation soupçonneuse du militant anti-libéral et populiste : l'éthique antitotalitaire du mal ne serait que le masque moralisateur et hypocrite de « l'homme blanc dominateur, civilisé, c'est-à-dire le colonialisme et l'impérialisme ». Le militant anti-colonialiste, ses réflexes staliniens d'ex-maoïste, et sa vision simpliste de l'histoire refont surface !

Un prédicat d'identité exceptionnel

L'adversaire de Badiou est le prédicat, en général. Il s'élève, on le sait, contre le maniement non ordinaire du prédicat d'identité. Mais avec ce prédicat d'identité spécial qu'est le mot « juif », sa critique générale des prédicats identitaires prend elle-même un tour spécial. Car voilà un prédicat identitaire qui n'est pas logé à la même enseigne que les autres. Ses « portées » sont particulièrement dérangeantes pour Badiou (au point de lui consacrer tout spécialement un livre, ce qu'il ne fait pas pour les prédicats « basque », « chilien » ou « finlandais »). Sa nouvelle préoccupation, sa crainte, est en effet la suivante : « Le mot juif est-il un signifiant *exceptionnel* dans le champ de la discussion intellectuelle, publique, *exceptionnel* au point de jouer le rôle de signifiant destinal, sacré ? »

Badiou se défend d'être antisémite, mais il est d'évidence viscéralement *hostile au philosémitisme* : les Juifs n'ont pas à être installés dans une position d'exemple, au sommet d'aucune hiérarchie morale ou politique²¹. Le destin juif transcendant est ce qui répugne à Badiou ! Voulant destituer les Juifs de la « glorification » paradoxale dont ils jouissent à partir leur statut de victimes exemplaires, Badiou veut empêcher l'inversion du stigmate en gloire, et tente de retourner le stigmate de l'énonciateur nazi en stigmate du juif énoncé. Il dispose maintenant de l'instrument pour traduire politiquement son éthique, désormais *contre Israël*, puisque c'est le principal ennemi déclaré qu'on lui connaisse.

C'est là où *Circonstances 3, Portées du mot « juif »* de 2005 marque une évolution significative par rapport à *L'éthique, essai sur la conscience du mal* de 1993. Si toute politique identitaire mène au désastre, il en va a fortiori ainsi de toute politique érigeant un prédicat identitaire en « signifiant majeur », et c'est ainsi qu'il comprend la « sacralisation » du nom juif. Il n'est pas le seul, ce courant est déjà fréquenté. Je l'ai dit, on se souvient que Paul Ricoeur avait formulé une crainte semblable, que les juifs ne « s'exceptent » du lot commun de l'humanité, en revendiquant, du fait de la Shoah, un statut d'exception, et qu'ils ne tirent parti de l'immunité morale qu'elle leur confère pour couvrir « l'horrible politique d'Israël » vis-à-vis des Palestiniens. On commence à bien connaître cette petite musique. Il y a donc bien des permanences dans la pensée européenne.

Déposséder les Juifs de leur nom, au nom de l'universel

S'appuyant sur son analyse du mal, Badiou argumente contre la sacralisation du nom juif. Il ne pardonne pas aux juifs la grâce étrange « d'avoir été des victimes incomparables »²². Pour les dépouiller de cette « grâce », il remonte à la nomination nazie des Juifs et n'hésite pas à faire de ce nom, plutôt que celui de la victime exemplaire, la disgrâce d'un mot nazi ! Retirer leur nom aux victimes : « Que les nazis aient exterminé des millions de gens qu'ils nommaient « juifs » ne constitue à mes yeux aucune légitimation nouvelle du prédicat identitaire concerné. »²³

La perversité de l'opération de Badiou consistera donc à *déposséder les Juifs de leur nom* pour l'offrir à Hitler comme un mot de sa langue. Le Juif ne sera plus maître de sa propre dénomination et n'existera plus que par le prédicat attribué par l'autre, il n'aura plus le droit de s'auto-définir comme juif, étant désormais, immuablement, selon le décret de Badiou, le résultat d'une stigmatisation valant identité par et pour le regard nazi. Devenu nazi, il devient infréquentable. Cette sophistique qui prend prétexte du « retournement du prédicat » juif, n'est qu'une ruse. On voit encore ici l'usage équivoque que Badiou fait de la fonction de nomination, puisqu'elle signifie ici la fonction baptismale d'imposer un nom et non plus révéler une vérité, et puisque cette imposition paraît venir d'une source maligne, il faudrait en venir à *effacer ce nom*. Tandis que chez Sartre, l'idée que c'est « l'antisémite qui constitue l'être des juifs comme un en-soi », restait *neutre* concernant l'identité du juif pour-soi, chez Badiou, cette idée est orientée tout différemment, puisqu'elle en vient à refuser aux Juifs tout pour-soi. Il veut bien manifester de la compassion pour les victimes, mais à condition que celles-ci ne soient que des « victimes » anonymes et qu'elles n'aient pas de nom. Tant il craint que sa compassion ne serve à alimenter la sacralisation du « nom juif ».

« La compassion véritable n'a que faire des prédicats au nom desquels l'atrocité est commise. » Badiou est donc, à partir de là, acharné à *nier l'identité des victimes*, tant il redoute qu'elles ne *profitent* de leur souffrance pour en tirer, comme il le dit d'un mot horrible, dont les connotations ne sont pas exactement marxistes, une « plus-value » de l'atrocité pour ce prédicat !²⁴ . Dit plus simplement : selon Badiou, les Juifs ont *symboliquement* profité à Auschwitz... Badiou transforme donc la neutralité phénoménologique de Sartre qui, n'étant pas juif, voyait les Juifs de l'extérieur en une *négation expresse* du pour-soi juif comme étant particulièrement diabolique. Pensez donc ! ils tirent une plus-value de leur propre extermination ! Badiou dit vilainement : « La compassion ne fondera aucune estime particulière à l'égard de ceux qui prétendraient aujourd'hui prendre abri de ce prédicat pour revendiquer un statut d'exception... »²⁵ . En effet, selon lui, ce mécanisme qui identifie l'identité juive à l'exception, alibi de l'oppression ou de l'exploitation des victimes des Juifs, apparaît immédiatement après dans une formule exemplaire de l'anti-sionisme : « les chambres à gaz n'ont pas à conférer à l'État colonial d'Israël, installé au Moyen-Orient et non en Bavière, un statut dérogatoire à celui... des États coloniaux : une forme détestable et obsolète de l'oppression des peuples démunis. »²⁶ . L'État d'Israël en Bavière ? Badiou, l'inspirateur d'Ahmadinejad ? Ils partagent, on le voit, une commune inspiration.

Israël nazifié

Badiou n'hésite pas à faire appel à des allégations les plus délirantes de la propagande anti-israélienne (massacres de lycéens arabes, liquidation physique des Palestiniens, etc.²⁷). C'est là où se trahit la vulgarité profonde de son propos. Il s'agit de suggérer que le nom juif serait devenu en Israël, « État colonial et racia- liste », celui de l'exaltation d'une « communauté de la race » dans un style nazi, dans une confusion intéressée entre la notion théologique d'élection et l'idée de supériorité raciale, faisant le vide autour d'elle, c'est à dire exactement l'analyse qu'il appliquait au nazisme dans son livre de 1993 ! Comme il n'a pas encore trouvé de camps d'extermination en Israël, Badiou invente complai- samment on ne sait quel « massacre de lycéens »... Et l'on sait combien ce type d'inventions (Jénine, etc.) s'apparente à un négationnisme à l'envers.

Son schéma, en résumé, est d'appliquer deux couples catégoriels politico-phi- losophiques massifs : plein, vide ; universel, particulier, à partir desquelles il oppose politique du vide à politique du plein. Et il applique ce simplisme iden- tiquement à l'État de Hitler et à Israël, jouant puérilement à une valse de sub- stitution d'étiquettes où les Palestiniens deviennent les « vrais Juifs », tandis que les Juifs qui, eux, « n'existent pas », sont les « vrais nazis », etc. jusqu'à plus soif.

Ce modèle de nazification de l'Etat juif est la quintessence de la pensée antisioniste contemporaine.

La seule différence, à vrai dire, entre son analyse du nazisme (où les juifs occupent la place du vide) et son analyse d'Israël (où les juifs occupent la place du plein), c'est que la particularité des Juifs par rapport aux Allemands, aura été d'avoir réussi à exalter leur nomination historique en « tirant la plus-value » vicimaire de la Shoah, à la place de l'exaltation du sol et du sang germaniques. Les Juifs ne font reposer la consistance de leur prédicat identitaire que sur l'éthique, et non sur la race ! On comprend alors l'urgence pour Badiou de détruire l'éthique de la « conscience du mal », puisqu'elle est la source d'une sacralisation identitaire comparable, selon lui, au culte nazi de la race !

La nouvelle construction sémantique de « juif » dans la pensée de l'extrême-gauche aujourd'hui fonde une double opération. D'une part, la nazification d'Israël, d'autre part la destruction méthodique du concept d'« antisémitisme » en tant que catégorie historico-politique jouant un rôle clé dans la légitimation du nationalisme juif en tant que *nationalisme défensif* (et non pas « racialisé » et « expansionniste » !), et par conséquent d'Israël. Sur le premier, l'extrême-gauche prétend réagir à une glorification du prédicat identitaire « juif », glorification qui se résoudrait en un simple *retournement* de l'usage nazi de ce prédicat. Hors l'usage nazi, on prétendra que « Juif » est un mot dont la référence serait vide, c'est-à-dire qu'il ne désignerait à proprement parler *rien*. Dès lors, si l'usage politique de ce prédicat n'est entré en vigueur que dans la langue hitlérienne, si l'on réduit son sens à son usage nazi, alors la fierté nationale juive tombe sous le soupçon d'être généalogiquement nazie, et le fondement de la légitimité de l'État d'Israël comme *État juif* serait susceptible d'être rejeté comme une construction dérivée de l'idéologie nazie.

La perversion badiouienne d'un processus de vérité.

Evidemment, cette analyse est fautive et perverse.

Premièrement, les Palestiniens n'occupent nullement, vis-à-vis d'Israël, la « place » que les Juifs occupaient pour l'Allemagne nazie : ils ne sont en rien l'incarnation d'un *universel* qu'il faudrait refouler et anéantir parce que ce serait le moyen de donner consistance à la « substance » raciale pleine de l'être juif ! Le judaïsme existe depuis des millénaires, il n'a aucun besoin des Palestiniens pour se faire exister (il se peut même que ce soit la réciproque qui soit vraie). Et de ce point de vue même, le propos de Badiou est totalement incohérent.

Deuxièmement, les Juifs ne sont en aucun cas une « communauté raciale » substantielle, etc... À cet égard, notons que Badiou avait commencé dès 1997, dans son livre sur *Saint Paul et la fondation de l'universalisme*, à faire de l'anti-

judaïsme, en enfermant les juifs dans la particularité, lorsqu'il en faisait l'anti-type de l'universel fondé par saint Paul, le modèle même du particularisme borné et fermé face à l'universalisme de l'Apôtre : « ni Grecs, ni Juifs » (une certaine lecture marcionite du christianisme). Il a ainsi parcouru tout un cycle dans lequel, après avoir été l'universel refoulé par les nazis, les Juifs redeviennent pour Badiou la particularité rejetée par le soi-disant universalisme paulinien, particularisme identitaire cette fois identifié au racisme nazi...

Bref, les Juifs ne trouvent finalement grâce aux yeux de Badiou que lorsqu'ils incarnent un universalisme « dépassant » le judaïsme en le niant. Un juif ne vaut que s'il rompt avec le judaïsme et la communauté d'Israël. Comme l'a souligné R- P. Droit, Badiou n'aime les Juifs que s'ils *se nient*. Inversement, les modèles de bons juifs, pour lui, ne peuvent être que Saint Paul, Spinoza, Marx, Trotski, c'est-à-dire les Juifs qui n'ont pu vivre et penser leur « universalisme » qu'en niant leur identité juive et en prônant la disparition du peuple juif comme tel²⁸. Mais s'ils prétendent se nommer eux-mêmes « juifs », ils seront coupables d'user d'un mot nazi ! De sorte que la nasse se referme sur eux, et Badiou peut proférer cette énormité abyssale : que l'Etat qui *se nomme* juif, est par le fait même l'État *le plus antisémite du monde...* Cqfd. C'est pourquoi Badiou parvient au bout de son parcours, vraie caricature d'un processus de vérité, à prétendre vouloir la destruction des Juifs et de l'Etat juif... au nom de la lutte contre l'antisémitisme ! Un modèle de confusion et d'égarement du nouveau

notes

1. Pierre Assouline, « Badiou parle le Badiou » sur son blog « Revue des livres » a dénoncé la rhétorique de bestialisation de l'adversaire qui, chez Badiou, n'est comparable qu'à son usage dans le langage fasciste.
2. Voir Guy Millière, *Michael Moore, Au-delà du miroir*, ed. Rocher, Paris, 2008.
3. Cf. Peter Sloterdijk, *Colère et Temps, essai politico-psychologique*, Paris 2007, rapporté par Slavoj Žižek, « La colère, le ressentiment et l'acte », in *La Revue Internationale des Livres & des Idées*, n°3, janvier 2008. L'expression allemande, employée pour la première fois par Jürgen Habermas, est *Linksfascismus*.
4. Ils comprennent d'une part une première version du présent article qui a fait l'objet d'une conférence à l'Institut Universitaire d'Études Juives Élie Wiesel en 2006, et d'autre part un article publié dans le n° 1 de la revue *Controverses*, « *La théologie politique de l'apôtre Paul, pharisien et rebelle* », dont une partie est consacrée à une critique du livre de Badiou *Saint Paul, ou la fondation de l'universalisme*.
5. Alain Badiou, « *Badiou répond aux tontons flingueurs* », in *Libération*, rubrique « Rebonds », 14-01-08.

6. Voir mon étude citée sur le paulinisme, dans la revue *Controverses* : « *Théologie politique de l'apôtre Paul, pharisien et rebelle* ». La lecture de Saint Paul par Badiou fait l'impasse sur la principale composante du paulinisme, son rattachement au messianisme juif, et il l'applatit unilatéralement dans l'« universalisme ».
7. Voir par exemple, M.A. Krapiec, *Pourquoi le mal ? Réflexions philosophiques*, ed. du Dialogue, Paris, 1967. Dans cet essai, le thomiste polonais restitue remarquablement la conception classique du mal comme simple privation, c'est-à-dire « défaut de bien ».
8. Dans *Saint Paul ou la fondation de l'universalisme*, Badiou écrit : « Comme tout théoricien véritable de la vérité, Paul ne croit pas qu'il puisse y avoir une "vérité historique". Ou plutôt, il ne croit pas que la vérité relève de l'histoire, du témoignage ou de la mémoire » (*op. cit.* p. 65).
9. Il faut la rattacher à l'éthique de la psychanalyse selon Lacan : ne pas céder sur son désir. Cf. Lacan, *Le Séminaire. L'éthique de la psychanalyse, 1959-1960*, ed. Jacques-Alain Miller, Paris, 1986.
10. On retrouve ce schème politique selon lequel le « devoir de mémoire », s'il est constitutif de l'identité nationale d'Israël dans la mesure où ce devoir prétendrait empêcher la répétition de la catastrophe de la Shoah, serait contradictoire avec l'allégation, par le même Israël, de la « singularité » de la Shoah en tant que génocide, chez Idith Zertal, *La Nation et la Mort*, La Découverte, 2008.
11. Voir le texte d'E. Nolte « Légende historique ou révisionnisme : comment on voit le IIIe Reich en 1980 » publié dans *Devant l'Histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, préface L. Ferry, ed. du Cerf, Paris 1988, p. 10. De façon déjà explicite, le révisionniste allemand exposait son motif pour « réécrire » l'histoire de la Shoah, c'était que sa « virulence négative », au-delà de l'obstacle épistémologique qu'elle était censée représenter pour la recherche historique, servirait de « mythe fondateur » de légitimation de l'État d'Israël. Il en va de même de Paul Ricoeur. Virulence de la mémoire du crime européen oh ! combien relancée par l'hallucinante enquête du Père Patrick Desbois sur la Shoah par balles. Voir mes commentaires : Raphaël Lellouche, « *L'identité européenne et les faux-monnayeurs de la mémoire* » in revue *Pardès*, numéro dirigé par Gérard Rabinovitch sur « Antijudaïsme et Barbarie », ed. In Press, 2005.
12. Kant, *Critique de la faculté de juger*, §. 46-50 *De l'Analytique du sublime*, ed. Ferdinand Alquié, Folio-Essais, p. 261-277.
13. Frédéric Nef, qui, lui, est un véritable logicien. Cf. F. Nef, *Qu'est-ce que la métaphysique ?* Galilimard, Paris, 2000.
14. La théorie de la nomination, dans son rapport avec le problème de l'identité (ontologique, personnelle, collective), et qui, à travers la renaissance actuelle d'un nominalisme contemporain, se relie à l'ancienne « querelle des universaux », est l'un des carrefours de la philosophie d'aujourd'hui. Bien que la théorie de l'acte nominal remonte évidemment aux fondements de la philosophie logique et qu'elle soit en jeu d'Aristote à Husserl et Frege, on peut renvoyer à une bibliographie actuelle comprenant Peter Geach, *Reference and generality*, Cornell Univ. Press, Ithaca & Londres, 1962 ; Saül Kripke, *La logique des noms propres (Naming and necessity)*, ed. Minuit, coll. « Propositions », Paris, 1982 ; Jean-Claude Milner, *Les noms indistincts*, Seuil, Paris, 1983 ; les travaux d'Alain Libera, dont *La querelle des universaux*, Seuil, 1996.

15. *L'éthique*, p. 99

16. *L'éthique*, p. 101

17. répété dans *Portées*, p.16.

18. *L'éthique*, p.100

19. *L'éthique*, p. 101 ; repris dans *Portées*, p. 40

20. Je précise qu'il s'agit là d'une certaine interprétation « marcionite » du paulinisme, qui n'est pas la pensée de l'apôtre Paul lui-même, lequel n'annulait aucunement le « reste d'Israël », comme le montre avec évidence *l'Épître aux Romains*.

21. Ce faisant, Badiou ne fait que prolonger l'attitude du dernier Paul Ricoeur, lequel avait le premier accusé les Juifs-victimes de se doter, à partir de l'inversion de leur statut victimaire, non certes encore d'une « glorification », mais d'un levier qui leur permettrait de « s'excepter » des critères moraux de la condition commune de l'Humanité. C'est un relent du vieux ressentiment contre l'autoproclamation juive comme « peuple élu » comme alibi et immunité morale couvrant les « exactions » qu'Israël est supposé commettre contre les Palestiniens.

22. *Portées*, p. 11

23. *Portées*, p.12

24. *Portées*, p.13

25. *Portées*, p.13

26. *Portées*, p.13

27. *Portées*, p. 25

28. Ce qui est d'ailleurs très contestable dans le cas du pharisien Saül (saint Paul), comme je l'ai montré dans l'article précédemment mentionné (revue *Controverses* n° 1), ainsi que pour Spinoza et pour Trotski. Concernant Spinoza, voir la thèse de Leo Strauss qui révèle un Spinoza précurseur du sionisme, in Leo Strauss, *Le testament de Spinoza*, éd. Cerf, Paris, 1991 (texte de 1932). Concernant Trotski, je montrerai les ambiguïtés de Trotski lui-même vis-à-vis du sionisme, contrairement à l'« antisionisme » unilatéral des trotskistes contemporains, dans un prochain article.